



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Environnement

Shell promet d'être plus écolo après un revers en justice

Après une décision de justice aux Pays-Bas, la firme pétrolière dit vouloir ... • (Page 08)

Chine

Arrestations liées aux cryptomonnaies

Le gouvernement chinois a procédé à un vaste coup de filet contre ce qu'il considère comme du blanchiment d'argent. • (Page 08)

Relance post-Covid19 au Togo

• (Page 03)

L'Etat et le secteur privé se concertent

Carburant

Le prix de l'essence passe à 505 FCFA

De 425 FCFA, le prix de l'essence sans plomb dans les stations au Togo, passe à 505 FCFA, à compter de ce jour, vendredi ... • (Page 05)

Compétitivité des PME/PMI

Dr Paul Koffi KOFFI a échangé avec Kodjo ADEDZE

Dr Paul Koffi KOFFI, Commissaire chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, ... • (Page 04)

Espace CEDEAO

Validation du plan directeur des infrastructures régionales 2020-2045

La Commission de la CE-DEAO a organisé, le 1er juin 2021, une réunion en ligne des ministres en charge des ... • (Page 06)

Bonne gouvernance

L'AUSEP appelle les députés à s'ouvrir aux populations

La redevabilité et l'ouverture parlementaires sont des thématiques qui ... • (Page 11)



Fonds de garantie

• (Page 02)

AGF inaugure son siège à Lomé



SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
(+228) 22 40 40 46 (+228) 92 06 85 06 Lomé - TOGO
togsetif@gmail.com www.setiftogo.tg
...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

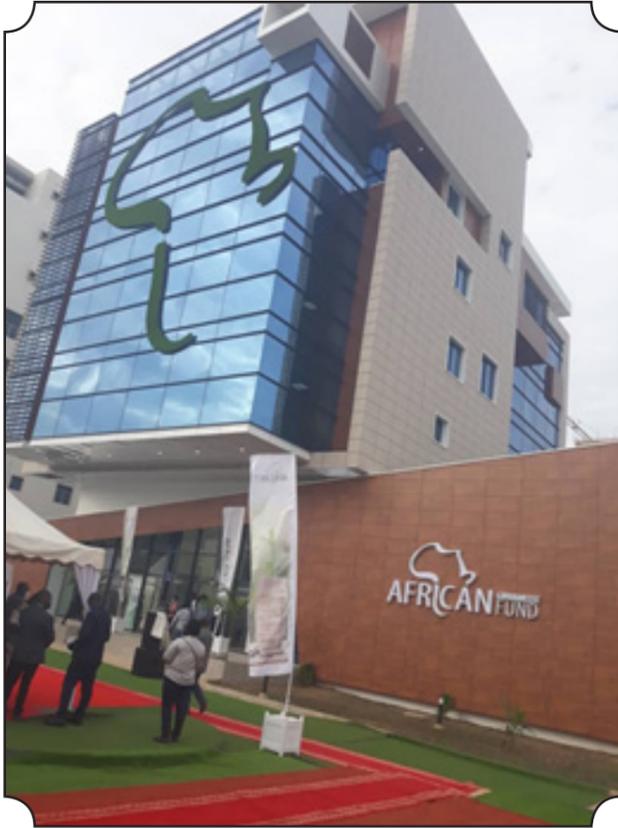
Fonds de garantie

Le siège de l'AGF officiellement inauguré à Lomé

L'Africa guarantee fund (AGF) west africa S.A, a procédé ce 10 juin 2021, à l'inauguration officielle de son siège à Lomé. La cérémonie a vu la participation du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze, représentant le chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

● EYRAM AKAKPO

D'un coût global d'environ 3 milliards FCFA, le nouveau bâtiment flambant neuf de L'AGF est érigé sur une superficie de 3800m². Cette infrastructure permettra l'accompagnement personnalisé des PM et PMI. « Le développement des PME et PMI est un des leviers majeurs de relever le double défi de l'aspiration du niveau de croissance de nos Etats, vers la réduction de la pauvreté. La qualité des infrastructures et l'environnement des affaires, se situent en bonne place parmi les obstacles majeurs à l'émergence des PME partout en Afrique », a déclaré Félix Adahi Bikap, Président du conseil d'administration de AGF west Africa. Selon le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze, les objectifs de l'Africa guarantee fund, sont en adéquations parfaites avec la vision du Togo. « Le siège de l'AGF à Lomé, nous reconforte dans cette vision qui se met progressivement en œuvre. Il est vrai que toutes les économies du monde lorsque nous regardons à la segmentation en terme d'acteurs opérant dans le domaine de l'économie, les PME/PMI représentent pratiquement



90%, et ce qui est intéressant c'est de noter que les PME/PMI créent l'essentiel des emplois autour de 70%, donc il est tout à fait normal qu'au plan gouvernemental, un focus soit mis sur ce segment, qui pour nous est appelé à devenir de grandes entreprises de demain », a laissé entendre le ministre en charge du commerce. Notons que l'AGF a été officiellement lancé le 2 Juin 2012 à Arusha en Tanzanie, par le Dr Donald Kaberuka, ancien président de la

Banque Africaine de Développement (BAD). Il a pour objectif de promouvoir le développement économique et d'œuvrer à la réduction de la pauvreté en Afrique, en fournissant aux institutions financières des garanties et d'autres produits financiers similaires ou connexes spécifiquement destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que les petites et moyennes industries (PMI).



AUX DECIDEURS... Pauvreté et énergie...

La réduction de la pauvreté pourrait réduire la demande d'énergie, selon des recherches.

En effet, la stratégie dominante pour mettre fin à l'extrême pauvreté repose sur la conviction que nous devons faire croître le « tarte » économique afin de pouvoir produire plus de biens et de services, en même temps que la capacité de dépense des ménages et du gouvernement augmente pour consommer ces biens et prestations de service.

Cependant, avec le creusement des inégalités et une crise sanitaire aiguë dans une grande partie du monde, beaucoup échappent encore aux avantages promis de la croissance économique. Il s'avère que la pauvreté n'est pas seulement une question de revenu : elle consiste en de multiples privations.

En général, les gens sont pauvres non pas parce qu'ils ont moins de l'argent à dépenser qu'un certain seuil de pauvreté, mais parce qu'ils ne peuvent pas accéder aux biens et services qui fournissent l'assainissement, l'éducation ou la santé. Souvent, ceux-ci ne sont pas accessibles même avec des revenus accrus.

Nous avons constaté que les ménages qui ont accès à des combustibles propres, à de l'eau potable, à une éducation de base et à une alimentation adéquate - c'est-à-dire ceux qui ne vivent pas dans l'extrême pauvreté - peuvent utiliser aussi peu que la moitié de l'énergie de la moyenne nationale dans leur pays.

C'est important, car cela va directement à l'encontre de l'argument selon lequel davantage de ressources et d'énergie seront nécessaires pour que les populations des pays du Sud échappent à l'extrême pauvreté. Le facteur le plus important est le passage des combustibles de cuisson traditionnels, comme le bois de chauffage ou le charbon de bois, à l'électricité et au gaz plus efficaces (et moins polluants).

Les ménages les plus pauvres utilisent plus d'énergie sale que les ménages plus riches, avec des impacts sur la santé et le genre. Cuisiner avec des combustibles inefficaces consomme beaucoup d'énergie.

Mais les ménages avec des revenus plus élevés et plus d'appareils ont-ils une meilleure chance d'échapper à la pauvreté ? Certains le font, mais avoir des revenus plus élevés et des téléphones portables ne sont ni des conditions préalables ni des garanties pour que les besoins de base soient satisfaits.

Les ménages plus riches sans accès à l'électricité ou à l'assainissement ne sont pas épargnés par la malnutrition des enfants ou les problèmes de santé liés à l'utilisation du charbon de bois. Ironiquement, pour la plupart des ménages, il est plus facile d'obtenir un téléphone portable qu'un combustible propre et non polluant pour cuisiner.

Par conséquent, mesurer les progrès via le revenu des ménages conduit à une compréhension incomplète de la pauvreté et de ses privations.

En abordant ces questions, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander pourquoi tant de pays de l'hémisphère sud ont une si faible capacité à investir dans ces services. Cela a à voir avec le fait que la pauvreté n'arrive pas tout seul : elle est créée via des systèmes interconnectés d'extraction de richesse tels que l'ajustement structurel ou les coûts élevés du service de la dette nationale.

Étant donné que le changement climatique est causé par la consommation d'énergie d'une riche minorité dans le nord du monde, mais que les conséquences sont supportées par la majorité dans le sud plus pauvre, le développement humain n'est pas seulement une question de justice économique mais aussi de justice climatique. L'investissement dans des services collectifs vitaux sous-tend les deux.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Relance post-Covid19 au Togo

L'Etat et le secteur privé se concertent

L'acte 2 du cadre de concertation entre l'Etat et le secteur privé s'est tenu ce mercredi 9 Juin 2021 à Lomé sous la présidence de la Cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé en présence de plusieurs personnalités et d'un invité de marque en la personne du Professeur Carlos Lopes, économiste de renom et chef PND officer. La relance post-Covid19 était au cœur des discussions.

• Bernard AFAWOUBO

Poser de bons diagnostics pour apporter des solutions durables et incontestables tel est l'exercice auquel s'adonnent le gouvernement togolais et le secteur privé dans le cadre de leur concertation. Après une première rencontre en début d'année, l'acte 2 de cette concertation a eu lieu ce mercredi 9 juin 2021 à Lomé. Une rencontre présidée par Victoire Tomégah-Dogbé, Premier Ministre du Togo en présence de plusieurs personnalités et d'un invité prestigieux en la personne du Professeur Carlos Lopes, économiste de renom et chef PND officer. Les travaux de cette réunion axée autour du thème le rôle du secteur privé dans la relance post-covid19 de l'économie togolaise constitue une suite logique de cette dynamique de transformation et rentre dans une démarche d'anticipation et de positionnement de l'économie togolaise en partant des priorités d'action de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Cette deuxième édition a été ouverte par l'invité de marque, le professeur Carlos Lopes, économiste de renom et chef PND officer. Cela sous-entend qu'il est la personne la mieux indiquée pour fournir une analyse sur les dynamiques internationales actuelles de l'économie et surtout pour porter un regard critique sur ce que le Togo peut faire pour en tirer profit. Son intervention relèvera la situation paradoxale de l'Afrique qui tout en étant la zone la moins « infectée » est la zone la plus affectée économiquement. Ceci, en raison d'un contexte économique déjà tendu avant la crise. Face à cette situation, des initiatives importantes ont été prises comme celles relatives aux droits de tirages spéciaux pour donner plus de moyens aux États africains. Dans ce contexte, seuls les pays faisant preuve d'audace

et d'innovation devraient tirer leur épingle du jeu. C'est ce que le Togo a fait tant dans sa réponse rapide et vigoureuse à la crise que dans la poursuite des réformes et des projets structurants. La feuille de route et les récentes inaugurations montrent bien cela. Pour finir, l'économiste Carlos a fourni quelques indications pour poursuivre sur cette voie : faire preuve d'innovation ; maintenir la pression sur le secteur bancaire pour financer plus l'économie réelle ; avoir un secteur privé qui assure pleinement en tant que tel.

Interventions des membres du gouvernement togolais

A la suite de la présentation très enrichissante de l'économiste, le ministre du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo Adédzé a au nom du gouvernement présenté les principales orientations de sa proposition pour la relance. Celle-ci s'inscrit dans la stratégie des trois R : Riposte, Résilience et la Relance. Dans ce cadre, des appuis importants ont été faits au secteur privé tant sur le plan fiscal que bancaire ou sur le plan des dépenses sociales. Le Gouvernement a présenté ces orientations dans le but d'ouvrir des concertations avec l'ensemble du secteur privé. Ce qui permettra de finaliser la stratégie de relance de notre pays. Pour sa part, Thierry Awesso, PDG de Nioto et Vice-président du Patronat a reconnu les efforts du Président et a émis des recommandations fortes pour plus d'apport du secteur bancaire et un accompagnement vers une intégration réelle dans les projets structurants du pays. La Cheffe du gouvernement togolais a salué la richesse des échanges entre les participants. Et a mis un accent particulier sur la nécessité de faire vivre le partenariat avec les différents secteurs privés. « L'écono-



• Le présidium à l'ouverture des assises

Augmenter significativement la valeur ajoutée

Un partenariat qui va contribuer à augmenter significativement la valeur ajoutée pour nos matières et créer massivement des emplois » a déclaré Victoire Tomégah-Dogbé, Premier Ministre du Togo. Elle a cité par exemple, la nouvelle centrale électrique

Kekeli issue d'un partenariat ; l'IFAD Bâtiment construit avec le secteur privé ; la future centrale solaire de Blitta basée sur un partenariat public-privé et enfin, la Plateforme Industrielle d'Adetikopé qui symbolise la possibilité d'avoir des partenariats bénéfiques pour tous les acteurs de la chaîne de valeurs (producteurs ;

transformateurs ; consommateurs ; entreprises ...) « Pour poursuivre cette marche, nous devrions faire preuve d'innovation pour saisir les opportunités ; développer des projets compatibles avec un développement durable ; avoir de l'ambition pour aller vers des projets à structuration complexe intégrant nos producteurs et les PME ; renforcer les efforts à faire par le secteur bancaire pour mieux financer les entreprises et enfin, la transformation profonde de notre secteur privé » a-t-elle souligné. Tout en remerciant et félicitant l'ensemble des participants, la Cheffe du Gouvernement a déclaré que : « Les échanges très riches que nous venons d'avoir nous ont permis de faire le point des progrès réalisés depuis le début de la pandémie mais également de présenter les grandes lignes des initiatives en cours et envisagées pour consolider le rôle moteur du secteur privé dans la reprise et la transformation structurelle de l'économie togolaise. »



• Professeur Carlos Lopes, économiste de renom et chef PND officer



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	
Populationdata		
Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Compétitivité des PME/PMI

Dr Paul Koffi KOFFI a échangé avec Kodjo ADEDZE

Dr Paul Koffi KOFFI, Commissaire chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN) de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est entretenu avec Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, ce mercredi 9 juin 2021.

• Vivien ATAKPABEM

Les échanges ont porté sur plusieurs sujets d'intérêt notamment, la compétitivité des PME/PMI par rapport aux opportunités qu'offre la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), la promotion de la consommation locale, la densification et la diversification du tissu industriel dans l'espace UEMOA, la relance économique post-covid19. Kodjo ADEDZE a félicité Dr Paul Koffi KOFFI pour sa nomination au poste de Commissaire chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN) de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), et lui a souhaité bon vent pour sa mission. Dr Paul Koffi KOFFI, a en retour saisi l'occasion pour exprimer sa profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, pour la confiance placée en lui et pour les progrès significatifs accomplis au Togo. Dans l'espace UEMOA, le Département du développement de l'entre-



prise, des mines, de l'énergie et de l'économie numérique oriente, coordonne et supervise les politiques communes de l'Union dans les domaines ci-après : la promotion du secteur privé et de la compétitivité des entreprises ; le suivi de la mise en œuvre de la politique industrielle communautaire ; l'harmonisation du cadre réglementaire des activités industrielles ; la définition des règles relatives à la propriété industrielle et à la normalisation ; le développement des réseaux et des communications numériques ; la promotion de la production et des usages du numérique ; la production d'énergie et l'interconnexion des réseaux électriques ; la promotion des énergies nou-

velles et renouvelables ; le suivi de la mise en œuvre de la politique minière communautaire ; la promotion de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales, du pétrole et du gaz ; la sécurité et l'optimisation des approvisionnements en hydrocarbures. Ces politiques et programmes contribuent à faire de l'espace communautaire, un espace harmonisé et attractif pour les investissements, grâce notamment à un climat des affaires favorable, des entreprises compétitives, une énergie disponible en qualité et en quantité et des services de télécommunications performants.

Or blanc

La NSCT veut booster la production du coton pour la campagne 2021-2022

Après une mauvaise année marquée par la baisse de la production du coton, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) a officiellement lancé ce mercredi 9 juin à Tsévié, sa campagne 2021-2022. L'objectif est de réfléchir ensemble avec les producteurs du coton sur comment mobiliser les actions pour assurer une meilleure campagne.

En effet, la production 2020-2021 s'est chiffrée à 66.000 tonnes de coton graine contre 117.000 tonnes pour la campagne précédente, soit une baisse annuelle de 43%. Dans la région maritime, la production a également connu une baisse de près de 50% avec seulement 4.0449 tonnes produites, contre 7.974 tonnes auparavant.

Cette baisse de production est essentiellement due aux mauvaises conditions pluviométriques couplées d'une faible densité des parcelles. Pour la campagne 2021-2022, la NSCT compte booster la production dans toutes les régions. « La campagne qui s'ouvre devra traduire de manière irréfutable notre volonté d'honorer l'engagement que nous avons collectivement pris devant le Chef

de l'Etat, celui de produire 225.000 tonnes de coton graine en 2025 », a indiqué Martin Drevon, directeur général adjoint chargé des opérations à la NSCT. A en croire le président de la Fédération nationale des groupements des producteurs du coton, Kouroufeï Koussouwè, l'optimisme est de mise.

Avec togobusinessnews.com

Concours « Togo Digital Awards »

Le PNUD soutient l'événement

Les lauréats de la 1ère édition du concours « Togo Digital Awards (TDA) » ont reçu mercredi 9 juin 2021, au siège du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Lomé, leurs prix. Les récompenses ont été remises à ceux-ci à l'occasion d'une cérémonie de remise de prix présidée par le Représentant résident adjoint du PNUD au Togo, en la personne de Mactar Fall.

Au total, 21 jeunes ont été primés lors de cette cérémonie. Il s'agit des trois meilleurs projets retenus dans les sept catégories en lice à savoir : réalisation de l'année, projet et stratégies, média et outils, travaux académiques, blogueur de l'année, influenceur de l'année et coup de cœur. Principal partenaire technique et financier du concours TDA, le PNUD Togo a offert aux lauréats, des équipements informatiques. Il s'agit entre autres d'ordinateurs portatifs iPad et DEL, des tablettes iPad, des montres intelligentes iPad et des Smartphones d'un montant global de 12 millions F CFA. Pour le Représentant résident en second du PNUD au Togo, cet appui marque l'engagement de son institution à accompagner le Togo dans ses efforts pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). « Le PNUD accompagne globalement le gouvernement du Togo dans sa vision et politique de développement. Donc nos actions sont alignées sur le plan national de développement et sur la feuille de route gouvernementale. Entre autres, nous savons que le Togo veut être un hub digital et c'est la raison pour la-



quelle nous apportons notre contribution à ce concours. Nous avons offert des outils informatiques de dernière génération qui vont aider les jeunes dans leurs activités et au niveau des différentes institutions qu'ils représentent », a-t-il laissé entendre. Les lauréats n'ont pas manqué d'exprimer à l'organisation, leur joie et ont tenu à remercier les initiateurs pour l'opportunité à eux, offerte. « Je suis très honorée d'avoir remporté ce prix. Cela me fait comprendre que ce que je fais a de l'importance et que je dois faire encore mieux pour impacter les jeunes et les femmes », a confié à AfreePress, Victoire TSAMEDI, lauréate dans la catégorie influenceur. « Togo Digital Awards » est un prix qui le couronne les meilleurs acteurs de la sphère numé-

rique au Togo. Pour les promoteurs, il s'agira chaque année de récompenser et encourager les jeunes qui se démarquent par leur créativité et innovation dans le secteur du numérique. « Pour nous, cette première édition est une édition de l'audace et nous envisageons en dehors de ce que nous avons pu faire cette année, offrir pour les prochaines éditions, des prix qui vont récompenser l'apport des femmes dans l'environnement ou dans l'écosystème digital », a indiqué à AfreePress, Guillaume Djondo, président du comité d'organisation du Togo Digital Awards. Il faut rappeler que le site d'information agricole, Agridigital fait partie des lauréats de cette première édition de Togo Digital Awards.

©AfreePress



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	
Populationdata		
Chiffres clés		
Valeur	Sources	
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Carburant**Le prix de l'essence passe à 505 FCFA**

De 425 FCFA, le prix de l'essence sans plomb dans les stations au Togo, passe à 505 FCFA, à compter de ce jour, vendredi 11 juin 2021. Soit une augmentation de 80 FCFA. Lire l'arrêté interministériel à cet effet.

**MINISTERE DU COMMERCE, L'INDUSTRIE,
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE**

**REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE**

RECU LE 10 JUIN 2021.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES

**MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE CHARGE DE L'ENERGIE
ET DES MINES**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 018 /MCICL/MEF/MDPREM
PORTANT FIXATION DES PRIX A LA POMPE DES PRODUITS PETROLIERS**

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale,

Le ministre de l'économie et des finances,

La ministre déléguée auprès du Président de la République chargée de l'énergie et des mines,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la Concurrence au Togo ;

Vu le décret n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers ;

Vu le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n°2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n°2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du Gouvernement complété par le décret n°2020-090/PR du 02 novembre 2020 ;

Vu les fluctuations des cours mondiaux des produits pétroliers ;

Sur proposition du Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers ;

A R R E T E N T :

11 JUIN 2021

Article 1^{er} : Pour compter du, les prix de vente au détail du litre de carburant sur le territoire national sont fixés en franc CFA comme suit :

SUPER SANS PLOMB	505
PETROLE LAMPANT	400
GAS-OIL	520
MELANGE 2 Temps	606
GAZ BUTANE 12,5 Kg	6 500
GAZ BUTANE 6 Kg	3 120

 1

Espace CEDEAO

Validation du plan directeur des infrastructures régionales 2020-2045

La Commission de la CEDEAO a organisé, le 1er juin 2021, une réunion en ligne des ministres en charge des transports, des télécommunications/TIC, de l'énergie et des ressources en eau des Etats membres de la CEDEAO en vue de la validation du plan directeur des infrastructures régionales 2020-2045 de la CEDEAO. La réunion des ministres a été précédée d'une réunion des Experts qui s'est tenue également en ligne le 31 mai 2021.

● Nicole ESSO

Cette réunion a vu la participation des Ministres (ou leurs représentants), les Commissaires de la CEDEAO en charge des infrastructures, de l'énergie et des mines, des télécommunications et des technologies de l'information de la CEDEAO, les responsables des bureaux nationaux de la CEDEAO, les Experts des Etats membres et de la CEDEAO, les représentants des partenaires au développement tels que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). L'objectif de la réunion était de valider le rapport d'étude du Plan Directeur des Infrastructures Régionales de la CEDEAO et de recommander son adoption par le Conseil des Ministres de la CEDEAO. Le plan directeur est un cadre stratégique de développement des infrastructures ré-



gionales afin de répondre aux besoins de croissance économique et de développement de la région de la CEDEAO sur la période 2020- 2045. La cérémonie d'ouverture a été marquée par le discours de bienvenue de M. Pathe Gueye, Commissaire aux Infrastructures de la Commission de la CEDEAO et le discours d'ouverture de l'Honorable Kwasi Amoako-Attah, Ministre des Routes et Autoroutes de la République du Ghana. Au cours de cette réunion, les intervenants ont souligné l'importance du développement d'un cadre régional et d'une stratégie coordonnée pour le développement des infrastructures, base du développement durable des pays

membres de notre communauté. Il importe de préciser que le plan directeur comporte 201 projets dont 145 projets d'investissements et 56 projets "soft" (études techniques, activités préparatoires aux projets, réformes institutionnelles et renforcement des capacités) pour un coût de 122 milliards de dollars US sur un horizon de 25 ans (2020-2045). Suite à la présentation du rapport de la réunion des Experts sur le plan directeur, les Ministres ont félicité les Experts pour leur travail diligent et ont approuvé à l'unanimité le rapport. Ils ont ensuite recommandé l'adoption du Plan Directeur des Infrastructures Régionales au Conseil des Ministres de la CEDEAO.

Afrique / Eau et assainissement

Appel à candidatures pour 7 bourses d'études

L'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) lance, en partenariat avec la Coopération suisse (DDC) un appel à candidatures pour sept bourses d'études, niveau master pour l'année académique 2021-2022. Les étudiants retenus recevront des formations en management dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Les candidats intéressés ont jusqu'au 30 juin 2021 pour se manifester.

Dans le but d'améliorer la gestion des services d'eau et d'assainissement en Afrique, l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) lance, en partenariat avec la Coopération suisse (DDC) sept bourses d'études, niveau master pour des formations en «eau, assainissement et hygiène (Wash) humanitaire». Les bourses de formation pour l'année académique 2021-2022 concernent uniquement les étudiants ressortissants du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad. Les cadres supérieurs, responsables ou coordinateurs de projets qui achèveront leur formation à 2iE, devraient contribuer à améliorer la gestion des services d'eau et d'assainissement dans leurs pays respectifs.



L'Afrique dispose d'énormes ressources en eau de surface et souterraine. Pourtant, le continent a encore du mal à atteindre l'accès universel à l'eau potable. Pour ce qui est des services d'assainissement et d'hygiène, le tableau est également loin d'être satisfaisant. Seulement 28 % de la population d'Afrique subsaharienne a accès à des installations sanitaires de base et 32 % pratiquent encore la défécation à l'air libre selon El Hadji Abdourahmane Ndione, le directeur général de l'Association sénégalaise

de normalisation (ASN). Les étudiants intéressés par l'appel à candidatures ont jusqu'au 31 juin 2021 pour se manifester. Les lauréats étudieront à l'Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement basé à l'Ouagadougou au Burkina Faso, pendant un an. Les frais de scolarité, d'inscription, d'hébergement et de subsistance seront entièrement pris en charge selon le document d'appel à candidatures rendu public par 2iE le 31 mai 2021.

Avec afrik21

Sénégal / premier trimestre 2021

330,4 milliards FCFA de transferts nets d'argent reçus par les banques

Le cumul des transferts nets d'argent (différence entre les transferts reçus et ceux effectués) reçus par les établissements de crédit du Sénégal a atteint 330,4 milliards de FCFA (495,600 millions d'euros) à la fin du premier trimestre 2021, selon les données de la Direction de la monnaie et du crédit (DMC) du ministère des finances et du budget basé à Dakar.

Par rapport au premier trimestre 2020 où ils s'élevaient à 254,2 milliards de FCFA, ces transferts nets d'argent connaissent une progression de 30,0%. Durant la période sous revue, les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 374,4 milliards de FCFA contre 298,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2020, soit une progression de 25,5%. Par origine, ces transferts proviennent en grande majorité d'Europe (71,2%) contre 9% pour les USA, 8,5% pour les autres contrées, 6% pour



l'UEMOA, 4,9% pour la CEMAC et 0,4% pour les autres pays de la CEDEAO. Pour ce qui est des émissions de transferts rapides effectuées par ces mêmes établissements de crédit, leur cumul

s'est établi à 44,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 contre 44,1 milliards de FCFA un an auparavant, soit un léger retrait de 0,2%.

Avec financialafrik.com

Stratégies

Médiafinance devient BCP Securities Services

Dans le cadre du redéploiement stratégique de l'activité « Titres » du groupe BCP, Médiafinance change de dénomination et s'appelle désormais BCP Securities Services (BCP2S). La nouvelle dénomination vient notamment renforcer son adossement au groupe BCP et marquer sa spécialisation dans l'ensemble des services liés aux Titres (« Securities Services »).

Ce changement intervient dans la continuité de l'évolution opérée par le groupe BCP au niveau de son identité de marque dans le but d'accompagner sa transformation en profondeur, engagée au Maroc et à l'international. BCP Securities Services arbore ainsi un nouveau logo, reprenant l'emblème du cheval cerclé, marquant son appartenance au Groupe et son attachement à son essence coopérative ainsi qu'à ses valeurs fondamentales incar-



nées au quotidien : Proximité, Citoyenneté, Innovation et Performance. BCP Securities Services confirme son statut de première et unique banque marocaine dédiée à l'activité des services liés aux titres, et

opérant en véritable « One Stop Shop » pour sa clientèle Institutionnelle et Corporate, que ce soit au Maroc ou dans l'ensemble des pays de présence du Groupe.

Avec financialafrik.com

Entreprises dirigées par des femmes

2x Challenge va lever 15 milliards de dollars

Le Défi 2x (2 x Challenge) va lever 15 milliards de dollars d'ici 2022 au profit des entreprises dirigées par les femmes.

Après avoir levé 7 milliards de dollars entre 2018 et 2019, surpassant de 200% son objectif initial qui était de réunir 3 milliards de dollars, l'initiative fondée par plusieurs institutions de développement du G7 (CDC, Royaume Uni; Proparco, France; JICA et JBIC, Japon; DFC, US; FinDev Canada, Canada; DEG, Allemagne et CDP, Italie) passe à la vitesse supérieure. Au cours des 3 dernières années, plus de 200 transactions ont été qualifiées pour un investissement 2X. Jusque-là, les entreprises d'Amérique latine ont obtenu le plus de financements

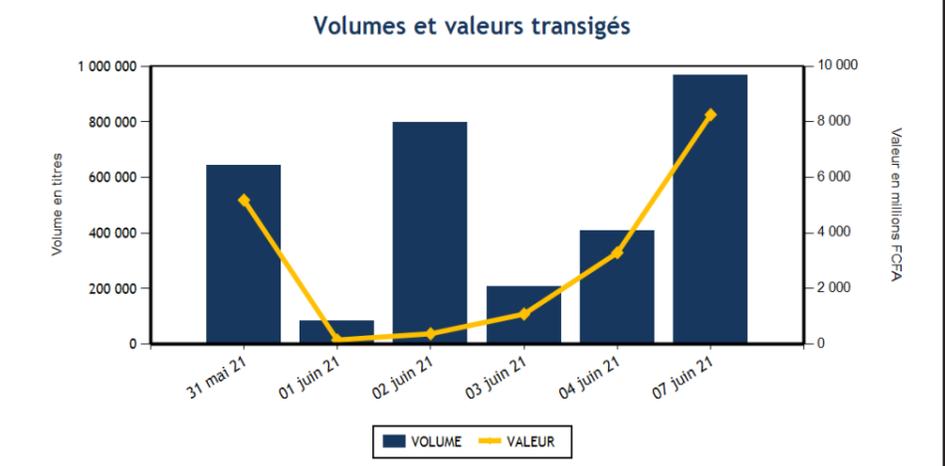
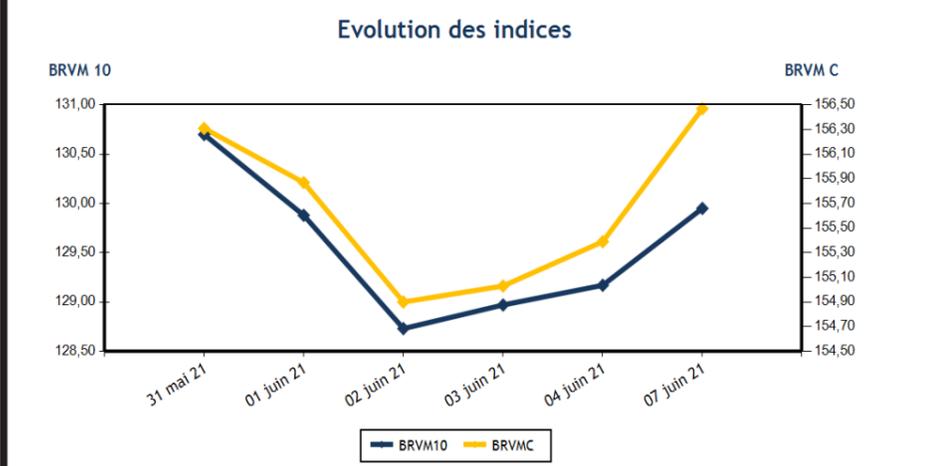


2X, suivies de l'Afrique subsaharienne où le volume des transactions a quadruplé au cours des 12 derniers mois. Les fondateurs du 2X Challenge ont déclaré aujourd'hui que le nouvel objectif, beaucoup plus ambitieux, est

ancré dans une optique de genre pour aider les femmes à accéder à des emplois de bonne qualité, à créer des entreprises résilientes et à gérer les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	129,95	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 107 lundi 7 juin 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	156,47
Variation Jour	↑ 0,60 %		Variation Jour	↑ 0,70 %
Variation annuelle	↓ -0,71 %		Variation annuelle	↑ 7,64 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 708 878 789 231	0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 106	55,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	342 998 372	9,47 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	9	-35,71 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 523 935 669 339	-0,24 %
Volume échangé	801 331	166,44 %
Valeur transigée (FCFA)	7 913 267 144	165,75 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	585	7,34 %	108,93 %
SICOR CI (SICC)	1 485	7,22 %	20,73 %
BOLLORE (SDSC)	1 790	7,19 %	15,48 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 055	7,11 %	111,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	615	6,96 %	70,83 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	250	-7,41 %	8,70 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	345	-6,76 %	86,49 %
SAFCA CI (SAFC)	265	-5,36 %	-5,36 %
NESTLE CI (NTLC)	3 000	-3,23 %	837,50 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 055	-1,45 %	6,63 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	68,37	0,18 %	88,61 %	24 814	51 811 680	14,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	418,62	0,10 %	1,99 %	42 437	119 987 155	6,80
BRVM - FINANCES	15	58,92	0,72 %	-1,78 %	66 781	130 731 162	11,48
BRVM - TRANSPORT	2	435,97	7,03 %	15,13 %	2 425	4 349 485	7,24
BRVM - AGRICULTURE	5	142,47	0,70 %	64,63 %	17 247	22 032 195	9,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	254,42	2,39 %	12,36 %	13 049	13 881 940	15,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	721,82	7,34 %	108,93 %	353	204 755	3,39
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

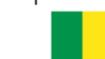
Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,68	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	89	
Volume moyen annuel par séance	204 144,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 192 784 977,55	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,19	
Ratio moyen de satisfaction	74,73	
Ratio moyen de tendance	2 344,51	
Ratio moyen de couverture	4,27	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	4,44	
Nombre de SGI participantes	30	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 600 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 2002 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire, Avenue Pasteur Naniwa CP 88 Sissala Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02	 MALI Immeuble SONAJE, ACI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1306 - Bamako Tél : (223) 44 98 18 18 Fax : (223) 44 98 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 02 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mermoz BP: 6606, Dakar - Pétiteville Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 523 Togo BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 28 33 41
--	--	---	---	--	--	---	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Environnement

Shell promet d'être plus écolo après un revers en justice

Après une décision de justice aux Pays-Bas, la firme pétrolière dit vouloir accélérer sa transition énergétique, sans dévoiler de mesures précises.

Le géant pétrolier Shell a promis mercredi d'accélérer sa stratégie climatique en réduisant davantage ses émissions carbone, à la suite d'une décision de justice défavorable aux Pays-Bas, mais sans toutefois dévoiler de mesures concrètes ni de calendrier précis. Ce verdict, dont le groupe prévoit de faire appel, «ne signifie pas un changement mais plutôt une accélération de notre stratégie», écrit le directeur général Ben van Beurden dans un texte publié sur le site internet du groupe anglo-néerlandais. «Désormais, nous allons chercher les moyens de réduire davantage encore nos émissions d'une manière réfléchie et rentable», complète le dirigeant. Il précise que «cela signifiera probablement de prendre des mesures ambitieuses mais dosées dans les années à venir», sans donner aucun détail. Fin mai, le tribunal de La Haye, saisi par des ONG, avait ordonné à Shell plus d'efforts pour abaisser ses «énormes» émissions de CO₂, en lui demandant de les réduire de 45% en net d'ici fin 2030 par rapport à 2019. Le groupe avait lui-même annoncé en février qu'il prévoyait de réduire – comparé à 2016 – son intensité carbone nette de 20% d'ici 2030, 45% d'ici 2035 et totalement (100%) d'ici 2050. Shell avait annoncé alors qu'il s'attendait à faire appel, ce qu'a confirmé son patron mercredi. «Deux



• Des activistes pour le climat protestaient à La Haye contre la politique environnementale du groupe pétrolier Shell le 18 mai dernier. AFP

semaines après, je suis toujours déçu» par la décision, souligne M. van Beurden, rappelant qu'elle s'applique «immédiatement» et ne sera pas suspendue pendant l'appel.

Pression des actionnaires

Mais pas question selon lui d'abandonner les hydrocarbures, pétrole et gaz, qui représentent l'écrasante majorité des profits du groupe, et doivent financer la transition énergétique. «Pour une longue période, nous nous attendons à continuer à fournir de l'énergie sous forme de produits pétroliers et gaziers pour répondre à la demande des clients et pour maintenir la solidité financière de l'entreprise», écrit le dirigeant. Il se justifie en expliquant que si Shell arrêta

de vendre de l'essence ou du diesel, «cela réduirait certainement les émissions», mais «la demande pour le carburant ne changerait pas». «Les gens feraient le plein de leurs voitures ou des camions dans d'autres stations-service», selon lui. Shell avait réussi à obtenir un soutien très majoritaire de ses actionnaires en mai en faveur de sa stratégie «verte» consistant à réduire sa dépendance au pétrole et au gaz et à devenir neutre en carbone d'ici 2050. Mais une proposition dissidente par des défenseurs de l'environnement poussant Shell à en faire plus avait reçu un soutien important, de près de 21% des votes, signe de la pression accrue des actionnaires sur les groupes pétroliers.

(AFP)

Cryptomonnaie

Le Salvador, premier pays au monde à légaliser le bitcoin

C'est une nouvelle étape pour cette monnaie virtuelle, treize ans après sa création.

Le Salvador est devenu mercredi la première nation au monde à convertir le bitcoin en monnaie légale, un projet défendu par le président Nayib Bukele pour dynamiser la croissance de ce pays d'Amérique centrale. Treize ans après sa création, c'est une nouvelle étape pour cette monnaie virtuelle, qui est pourtant régulièrement critiquée pour ses usages illégaux, même si des exemples récents ont montré que la transparence de son réseau pouvait aussi jouer contre les criminels. «La loi sur le bitcoin vient d'être approuvée à la majorité qualifiée» par l'assemblée législative, a twitté le président Bukele après le vote, qualifiant d'historique cette décision.

Pour la vie quotidienne



Concrètement, dans ce petit pays où quatre personnes sur dix vivent dans la pauvreté, cette loi devrait permettre à terme d'utiliser le bitcoin pour de nombreux aspects de la vie quotidienne, de l'achat de biens immobiliers aux contributions fiscales. Actuellement, la principale monnaie du Salvador est le dollar américain et la manière dont le pays envisage de mettre en œuvre le bitcoin comme monnaie fonctionnelle n'est pas claire. Politiquement, cette décision est en tous les cas une façon pour le Salvador d'affirmer

son indépendance vis-à-vis de la monnaie américaine. Sur les 84 parlementaires du Congrès, 62 d'entre eux ont approuvé le projet de loi, proposé par le président la semaine passée. La loi, qui ne contient que 16 articles, a été adoptée avec l'appui des alliés de Bukele, malgré le scepticisme de partis d'opposition qui ont refusé de la soutenir, critiquant la rapidité du vote. Selon la loi, «le taux de change» entre le bitcoin et le dollar américain «sera librement établi par le marché.»

(AFP)

Chine

Arrestations liées aux cryptomonnaies

Le gouvernement chinois a procédé à un vaste coup de filet contre ce qu'il considère comme du blanchiment d'argent.

Plus d'un millier de personnes ont été arrêtées en Chine lors d'un vaste coup de filet contre un réseau accusé «d'activités frauduleuses» en lien avec les cryptomonnaies, dans le collimateur du pouvoir communiste, a annoncé le Ministère de la Sécurité publique. La Chine a un temps été une des places fortes du bitcoin, la plus répandue des monnaies virtuelles. Mais Pékin a opéré en 2019 un tournant radical en prohibant les paiements en cryptomonnaies, accusées d'être des instruments au service «d'activités criminelles». Et le mois dernier, les autorités se sont fendues d'un rappel à l'ordre, qui a fait dévisser le cours du bitcoin. Les 1100 personnes arrêtées mercredi aux quatre coins du pays sont soupçonnées de faire partie d'une «organisation criminelle», selon le Ministère de la Sécurité publique. Elles sont accusées d'avoir eu recours aux cryptomonnaies pour «blanchir de l'argent» issu d'escroqueries par téléphone et internet. Les arrestations



ont eu lieu notamment à Pékin, sa région limitrophe du Hebei, au Shanxi (nord) ainsi qu'au Liaoning, province frontalière de la Corée du Nord. Les montants incriminés n'ont pas été précisés ni quelles cryptomonnaies avaient été utilisées.

Monnaie virtuelle tolérée

Pékin s'inquiète des risques spéculatifs que font peser les cryptomonnaies, anonymes et intraquables, sur son système financier ainsi que sur la stabilité sociale. La détention de monnaie virtuelle est toutefois tolérée. La Chine a durci ces dernières semaines les restrictions à l'encontre des activités de minage de bitcoin, le processus énergi-

voire permettant de créer de la cryptomonnaie. Jusqu'à présent autorisé au Qinghai, le minage y est désormais interdit, a annoncé mercredi la province limitrophe du Tibet et du Xinjiang (nord-ouest). La Mongolie-Intérieure (nord), un temps place forte du minage de cryptomonnaies, avait annoncé en mai une décision similaire, invoquant des raisons environnementales. En mai déjà, les autorités avaient annoncé le démantèlement dans l'est du pays d'un vaste montage financier frauduleux autour des cryptomonnaies, impliquant quelque 2000 personnes.

(AFP)

Pandémie

Production mondiale de plastique en baisse

La pandémie a fait reculer la production de matière plastique dans le monde. Une baisse qui n'a plus été observée depuis la crise de 2008.

Pour la troisième fois seulement depuis le début de l'ère industrielle, la production annuelle mondiale de plastique a reculé en 2020, de 0,3%, en raison de la crise sanitaire, a annoncé jeudi l'association européenne des producteurs de plastique. En Europe, où 55 millions de tonnes (Mt) de plastiques neufs sont sorties des usines l'an passé, le recul de production s'élève à 5,1%, et le phénomène de baisse est encore plus accentué en France, où la production a chuté de 11% en 2020, a indiqué jeudi l'association PlasticsEurope. En France, la consommation globale de plastique vierge a chuté de 7,5% l'an passé, plus fortement que la moyenne européenne (-4,7%) et qu'en Allemagne (-6,5%). L'automobile, qui a connu des arrêts de production, a été le secteur le plus affecté, avec une baisse de 18,1% de sa consommation de plastique en Europe, et de 28% en France, selon l'association. Sur la totalité de la planète, «avec 367 millions de tonnes de plastiques produites en 2020 contre 368 MT en 2019, il s'agit de la troisième baisse mondiale



depuis l'après-guerre, après celle intervenue en 1973 au moment du premier choc pétrolier, et celle de 2008, lors de la crise financière des subprimes», a indiqué Eric Quenet, directeur général de PlasticsEurope. Le ralentissement, «marqueur significatif de l'impact de la crise du Covid-19 sur l'économie mondiale», a été atténué par la poursuite de la croissance de production de plastiques en Chine (+1% en 2020), selon l'association.

La Chine en recul

La Chine, qui fabriquait un quart du plastique mondial en 2010, en fournit maintenant un tiers, après un doublement de sa production (117 millions de tonnes en 2020 contre 64 millions en 2010). Depuis quelques années, le pays s'est mis à exporter du

PVC pour la construction et d'autres plastiques de base, mais reste importateur de plastiques de spécialité, notamment pour l'industrie automobile. L'Europe (27 pays de l'UE, avec le Royaume-Uni, la Norvège et la Suisse), qui produisait 21% du plastique mondial en 2010 (56 Mt), n'en produit plus que 15% (55 Mt). Même si en tonnage, l'Amérique du Nord a augmenté ses volumes sur la décennie (70 Mt en 2020 contre 53 Mt en 2010) avec de nouvelles unités de polymères dont la compétitivité repose sur l'exploitation des gaz de schiste, elle parvient seulement à maintenir son rang, avec 19% de la production mondiale en 2020 contre 20% il y a 10 ans.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tabler qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

Taureau Uranus et Neptune occuperont votre secteur argent. Résultat : votre situation financière ne sera pas menacée, mais vous risquez tout de même d'avoir quelques difficultés pécuniaires. Gérez attentivement votre budget, de manière à conserver un équilibre satisfaisant.

Gémeaux Vous vous trouverez dans un certain embarras pour avoir délié trop facilement les cordons de votre bourse ces derniers temps. Mais Saturne viendra à votre secours, en vous donnant les moyens de vous en sortir.

Cancer Votre équilibre financier ne devrait subir aucun changement, ni en bien ni en mal. Jupiter, qui vous est toujours favorable, vous aidera cependant à bénéficier d'une certaine chance et à faire les bons choix en matière d'achats ou de placements. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre banquier pour profiter de cette influence favorable.

Lion Compte tenu de la présente configuration astrale, les temps seront davantage tournés vers les économies que vers des dépenses inconsidérées. Cela signifie que vous serez en train d'évoluer et que l'argent vous inspirera des motivations plus sérieuses.

Vierge Les changements que vous êtes en train d'opérer auront de bonnes répercussions sur votre situation financière. Et les nouvelles perspectives qui s'offriront à vous devraient se révéler bien plus intéressantes encore sur le plan pécuniaire.

Balance Ce sera une journée durant laquelle vos chances au jeu seront les plus grandes, notamment au Millionnaire et au Tiercé. Inutile, pourtant, de risquer de grosses sommes ; au contraire, misez petit, et les astres feront le reste pour vous. Consultez votre nombre de chance du jour.

Scorpion Les problèmes pécuniaires que vous rencontrez en ce moment ont du bon : ils vont en effet vous motiver sérieusement et vous donner le courage de réorganiser votre budget. Quelques natifs vont même profiter de cette alerte pour mettre en place un plan de campagne efficace afin d'améliorer leur niveau de vie.

Sagittaire Vous ne manquerez pas de chance et de charme. Tout devrait vous réussir sur le plan financier. Alors, profitez-en pour faire des transactions. Si vous êtes en affaires, ce sera le temps de faire fortune. Ne doutez pas de vos capacités.

Capricorne Soyez à l'affût d'une excellente opportunité qui devrait se présenter à vous aujourd'hui. Il y a quelque chose de très avantageux pour vous en perspective ; mais il n'existe aucune indication astrale quant à sa nature exacte. Suspense !

Verseau Le secteur argent sera soumis à des impacts déstabilisants. Votre équilibre budgétaire sera en effet menacé. Quelle que soit votre situation pécuniaire actuelle, mieux vaudrait éviter les dépenses superflues et remettre à plus tard toutes les décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat ou de placement.

Poissons Avec cet aspect de Pluton, attention à ne pas vous prendre pour Crésus au moment où votre budget doit justement être revu à la baisse ! Si vous avez de l'argent placé en Bourse, attention : la journée semble promise à une grande instabilité ; méfiez-vous des rumeurs et évitez de modifier vos placements sur un coup de tête.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08**Rédacteur en chef**Joël YANGLLO
00228 97 78 79 07**Chef d'édition**

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Commission chargée du Suivi de l'Exécution
du Contrat Etat Togolais-SICPA S.A



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

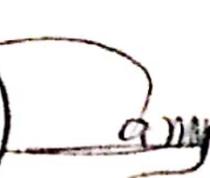
Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des
Finances



Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et de la Consommation Locale



S.T. Kodjo ADEDZE

Bonne gouvernance**L'AUSEP appelle les députés à s'ouvrir aux populations**

La redevabilité et l'ouverture parlementaires sont des thématiques qui préoccupent beaucoup l'Association des usagers du service public togolais (AUSEP). Cette association pionnière dans les questions parlementaires au Togo a initié, à juste titre, un projet dans lequel elle plaide pour la redevabilité et l'ouverture parlementaires et surtout la célébration de la semaine du parlement. Ce plaidoyer a pris plusieurs formes notamment des rencontres avec des députés, des panneaux géants et des banderoles à travers toute la ville de Lomé.

● Eyram AKAKPO

Nombreux sont ces Togolais qui se plaignent du comportement et de l'opacité qui entourent les travaux des députés une fois à l'hémicycle. En effet, une fois élus, ceux-ci abandonnent leur circonscription électorale qu'ils ne retrouvent à l'approche d'une autre échéance. D'autres également se plaignent du fait que les députés ne défendent pas leurs intérêts à l'Assemblée nationale et disent ne pas savoir réellement ce qu'ils font dans leur « tour d'ivoire ». C'est pour amener ces élus à descendre de leur piédestal que l'Association des usagers du service public togolais (AUSEP) a initié le 21 janvier dernier une rencontre d'échanges sur la question parlementaire. Au cours de cette rencontre, les premiers responsables de cette association ont lancé un appel aux élus du peuple sur la bonne redevabilité parlementaire en rendant compte de leurs activités aux populations. Ils ont appelé ces derniers à un dialogue franc et permanent avec les populations qu'ils représentent, ceci à travers l'instauration d'une « semaine du parlement du Togo ». Et pour mener à bien ses discussions, trois thèmes ont été concoctés par l'AUSEP à savoir : Le processus législatif, rôle de l'opposition et de la majorité dans le travail parlementaire ; Les outils et freins à l'exercice de la fonction de contrôle parlementaire ; Les



● Le président de l'AUSEP, KARIYARE Kambatibe

enjeux et limites liés à l'exécution du budget-programme au Togo. Ces thèmes ont été développés par les députés et experts sur les questions parlementaires dont le président de l'AUSEP, KARIYARE Kambatibe. C'est à ce dernier que l'honneur a échu de développer le deuxième thème concernant les outils et freins à l'exercice de la fonction de contrôle parlementaire. Dans son exposé, il a abordé les outils de contrôle parlementaire comme les auditions, les interpellations, les questions orales et écrites, les enquêtes parlementaires etc. Parlant des freins à l'exercice parlementaire, l'orateur pointe d'un doigt accusateur la pauvreté et l'incompétence des députés, l'inorganisation des partis politiques, la sujétion, la discipline du parti, la peur des représailles de l'Exécutif, etc. Le projet vise à améliorer la communication entre le peuple et ses représentants au parlement. A en croire, KARIYARE Kambatibe, les débats entre citoyens et parlementaires s'avèrent aujourd'hui indispensables dans la cité togolaise et se feront à l'aune de la satisfaction de certaines préoccupations citoyennes meublées sous forme de thématiques

à développer au cours des conférences-débats et émissions-radio.

C'est un devoir pour les parlementaires de rendre compte au peuple tout au long de leur mandat.

« Dans les relations entre les citoyens et le parlement, l'Union interparlementaire a défini un certain nombre de critères qui fondent le caractère démocratique d'un parlement. Il s'agit des critères de représentation, de transparence, d'accessibilité, de redevabilité et d'efficacité. Le critère de transparence fait obligation aux parlementaires de s'ouvrir aux citoyens. Également le critère de redevabilité demande à tout député de rendre compte aux citoyens de la façon dont il exerce sa mission. Donc le citoyen a le droit de demander des comptes et le député en tant que représentant du peuple, doit rendre compte », a martelé monsieur KARIYARE. Et d'ajouter que le parlement togolais paraît éloigné des citoyens qu'il est censé représenter.

Energie**Total devient TotalEnergies**

La société Total change de nom et devient TotalEnergies. Cette décision émane de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de la société tenue à Paris le 28 Mai 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique d'incarner la dynamique d'une société compagnie multi-énergies qui met en œuvre sa mission de produire et fournir des énergies toujours plus abordables, disponibles et propres, les actionnaires de la société Togo réunis en assemblée générale ont voté à l'unanimité le 28 Mai 2021 à Paris, la résolution visant à changer la dénomination sociale de l'entreprise. Ainsi la société Total change de nom et devient TotalEnergies. La société intègre dans son identité, sa stratégie de transformation en compagnie multi-énergies. A part le changement de nom, TotalEnergies se dote d'une nouvelle identité visuelle. Selon Patrick Pouyanné, Président-directeur général de TotalEnergies, l'ambition de la société est d'être un acteur majeur de la transition énergétique. « L'énergie c'est la vie. Nous en avons tous besoin et elle est source de progrès. Alors aujourd'hui,



pour contribuer au développement durable de la planète face au défi climatique, nous avançons, ensemble, vers de nouvelles énergies. L'énergie se réinvente et ce chemin des énergies, c'est le nôtre » a-t-il déclaré. Le nouveau nom et sa nouvelle identité visuelle incarnent la dynamique dans laquelle TotalEnergies est résolument entrée notamment celle d'une compagnie multi-énergies qui met en œuvre sa mission de produire et fournir des énergies toujours plus abordables, disponibles et propres.

A propos de TotalE-

nergies

TotalEnergies est une compagnie multi-énergies mondiale de production et de fourniture d'énergies : pétrole et biocarburants, gaz naturel et gaz verts, renouvelables et électricité. Ses 105 000 collaborateurs s'engagent pour une énergie toujours plus abordable, propre, fiable et accessible au plus grand nombre. Présent dans plus de 130 pays, TotalEnergies inscrit le développement durable dans toutes ses dimensions au cœur de ses projets et opérations pour contribuer au bien-être des populations.

Liverpool**Le bel hommage de Jürgen Klopp à Georginio Wijnaldum**

L'aventure de Georginio Wijnaldum à Liverpool est désormais terminée. Après cinq saisons de bons et loyaux services, le milieu de terrain néerlandais, qui était en fin de contrat avec les Reds, s'est engagé en faveur du Paris Saint-Germain, qui a officialisé son arrivée ce jeudi.

Le joueur de 30 ans va laisser un gros vide du côté d'Anfield, lui qui a rayonné dans l'entrejeu. Et sur le site du club anglais, le désormais ex-entraîneur de Wijnaldum, Jürgen Klopp, lui a rendu un magnifique hommage. « C'était difficile pour nous tous en raison de l'importance de cette personne étonnante pour le groupe. Il a fait partie intégrante de nos vies pendant si longtemps. Il n'y a rien qui ne me manquera pas chez lui, a d'abord lancé le coach allemand avant de poursuivre. Le joueur qu'il



● Les joueurs de Liverpool reçoivent des consignes de Klopp ©Maxppp

est va me manquer comme un fou - des énormes qualités, l'un des joueurs les plus intelligents que j'ai eu le pri-

vilège d'entraîner. Sa contribution était hors normes, le rêve d'un entraîneur.»

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		
Valeur		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@laimaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56